



N° 8 Novembre 1964

L'U.N.E.F., aujourd'hui, compte cent mille adhérents, deux organisations rivales ⁽¹⁾, quelques (rares) A.G.E. majos, quelques adversaires, déclarés ou non, beaucoup de sympathies venant de l'extérieur du milieu étudiant, quatre à cinq mille militants fidèles, enfin, dont trois ou quatre cents sont véritablement formés aux tâches qui sont celles du mouvement à l'heure actuelle. On lui prête une idéologie constituée un peu utopique dans sa générosité et plutôt révolutionnariste que révolutionnaire ⁽²⁾, on lui prête aussi, parfois, des visées politiques plus immédiatement réalistes ⁽³⁾ qui pourtant, si elles peuvent conjoncturellement se rencontrer chez certains de ses militants, ne sauraient nullement être considérés comme le prolongement nécessaire du projet d'un syndicat et, particulièrement, du syndicat étudiant. On ne prête jamais qu'aux riches : ce qui est vrai dans tout cela et que ceux qui sont à l'extérieur du mouvement ont exprimé de manière déformée et un peu mythologique, c'est que l'U.N.E.F. est actuellement l'une des seules organisations représentatives, syndicales ou politiques, pour ne pas dire la seule, pour laquelle la remise en question de ses thèmes et de ses formes d'action soit une nécessité permanente et qu'il suffit de quelques années de cette pratique d'analyse des besoins et de critique de leur expression par les syndicalistes pour

engendrer une réflexion théorique importante sur la nature et la fonction d'un syndicat et les relations entre ce qu'on appelle couramment « sa base » et « sa bureaucratie ».

Il est exact aussi que l'U.N.E.F. s'est refusée à entériner la dichotomie faite par certains entre les revendications syndicales, de caractère plus ou moins corporatiste, et la signification politique des actions syndicales. Les conséquences de cette attitude n'ont pas été, comme d'aucuns le prophétisaient il y a peu de temps encore, la perte de l'influence du mouvement sur le milieu étudiant, ni sa réduction au rôle de minorité politique. Personne aujourd'hui ne songe à contester sérieusement la représentativité de l'U.N.E.F. et il ne se trouve qu'un ou deux obstinés dans la majorité parlementaire pour déposer toutes les semaines ou presque des questions orales sur les « mesures que le ministre de l'Education nationale compte enfin prendre à l'égard des menées de l'U.N.E.F. ».

Il ne semble pas possible au pouvoir aujourd'hui, on l'a constaté encore cette année, de « casser l'U.N.E.F. » par l'usage de la matraque ou de sanctions ministérielles. On a même pu évoquer pour décrire l'état actuel de l'U.N.E.F. « la vigueur du printemps ».

LE PIEGE

L'expression est optimiste. S'il n'y a pas crise de la représentativité de l'U.N.E.F., si l'orientation actuelle rallie la majorité des adhérents, il faut pourtant reconnaître qu'il existe un certain malaise qui tient à la difficulté qu'on éprouve actuellement à définir une visée stratégique syndicale étudiante. Mon propos ici n'est que d'évoquer les principaux

¹ La F.N.E.F., groupe lancé en 1961 par le pouvoir et aujourd'hui sans grand avenir, la F.N.A.G.E., concurrent de l'UGE. (affiliée à l'UNEF.) dans les grandes écoles, à tendance technocratique et, depuis peu, à velléités revendicatives.

² Cf. l'article de Girod de l'Ain qui dans le « Monde du 14 mai » écrit que ces jeunes (que sont les militants de l'UNEF.) se sont forgés une conception généreuse et vague d'un socialisme utopique plus proche de Proudhon que de Marx.

³ En particulier la volonté d'affronter dans les organisations étudiantes les thèses des principaux partis qui se réclament du socialisme et de la démocratie.

aspects de la situation du militantisme dans le mouvement, situation qui est la cause du malaise et des difficultés évoqués plus haut.

L'entrée à l'Université, c'est pour beaucoup un but avant d'être un point de départ. La famille y voit la consécration d'une promotion sociale amorcée depuis une, quelquefois deux générations : la suite importe peu. D'autant qu'elle est moins contrôlable, plus lointaine, le mode de travail étant présumé être différent à l'Université de ce qu'il était dans le secondaire. Il semble alors que le mode de vie doive également se transformer et que les relations de l'étudiant avec ses parents doivent connaître une certaine distanciation. Les centres d'intérêt ne sont plus les mêmes et surtout les finalités du travail de l'étudiant sont hétérogènes à celles de la cellule familiale. L'individu pense pouvoir enfin échapper à la double contrainte de la famille et du lycée, quoiqu'il s'aperçoive souvent de façon plus ou moins confuse que la première ne disparaîtra pas totalement tant que son indépendance matérielle ne lui sera pas assurée et que la seconde pèse encore de tout le poids des habitudes acquises et aussi par l'absence de préparation aux situations nouvelles auxquelles il se trouvera confronté. Mais pour beaucoup, la fac se définit d'abord comme un mode de vie, comme une manière nouvelle d'organiser son temps. Les heures de présence sont moins nombreuses et il règne à leur sujet un libéralisme salvateur du fait de l'exiguïté des locaux ; le travail individuel connaît des cycles et des rythmes différents de ceux du secondaire : on consulte une bibliographie pour faire une dissertation. Certaines formes de la vie quotidienne que l'on considérait autrefois comme radicalement séparées de l'activité scolaire revêtent ici un caractère différent : au café, on rencontre d'autres étudiants, on discute études et projets. L'imbrication loisirs-travail réagit sur chacun des deux termes pour rendre les loisirs « sérieux » (on se cultive et la culture voit s'étendre ses domaines et sauter les bornes que lui avait fixé l'académisme un peu étroit du secondaire) et le travail plus dilettante.

« On fait ses études » ce n'est souvent qu'au milieu de la licence qu'on commence sérieusement à se demander pourquoi, et pourquoi, finalement, c'est ça « qu'on nous fait faire ». Trop tard, il faut les achever, telles qu'elles sont, avec la servitude du cours magistral et des examens, l'angoissante perspective de ne pas pouvoir s'en tirer (75 % des étudiants n'achèvent pas les études qu'ils ont commencées...). Et à quoi ça nous prépare ? Deux ou trois ans pendant lesquels on a accepté ce système aberrant et cette duperie. Qu'on regarde autour de soi, nous ne sommes pas les seuls : d'autres ont accepté de se voir refuser dès 6 ou 11 ans la possibilité d'arriver où nous sommes ; d'autres de voir considérer comme inférieur l'enseignement qu'ils recevaient parce qu'il était technique, tous enfin d'être considérés comme des adolescents prolongés, de subir une dépendance matérielle, de ne pas voir reconnaître un sens

économique et social à l'activité qu'ils déploient. L'enfant du siècle est complice de ceux qui le mystifient.

ON FAIT CE QU'ON PEUT

Un syndicat et cent mille adhérents pourtant.

« Quand on est étudiant, on fait de la politique ». Oui les étudiants « s'intéressent » plus que d'autres couches à la politique, oui ils adhèrent au syndicat. En novembre 1963, ils ont fait grève pendant huit jours, beaucoup ont manifesté le 29.

La population de l'Université a vécu plusieurs années une expérience politique sans précédent pour elle : la guerre d'Algérie. Depuis cette époque, leur syndicat sait quelle est sa place aux côtés des organisations démocratiques de la nation. Mais depuis un an, il sait aussi qu'un syndicat fonde sa pratique sur la situation de travail de ceux qu'il représente. Depuis un an, il se heurte à une difficulté qu'il n'a pas encore pu surmonter : les étudiants comprennent que « l'orientation universitaire » de l'UNEF, exige de leur part une participation réelle aux activités syndicales, ils approuvent bien souvent les décisions et les prises de position de leur mouvement. Comme on approuvait la critique du militarisme par Jaurès, en 1911. Le « public » auquel s'adressent les dirigeants syndicaux comprend vaguement les termes du problème qu'on lui pose et qu'il est sien. Mais est-il résigné à ne rien voir changer d'ici quelque temps, délègue-t-il son pouvoir de contestation à ses responsables? Il ne prend pas toujours la peine de les éclaircir, de les préciser, de commencer de lui-même à chercher des solutions. Faute de rencontrer les interlocuteurs, des collaborateurs, le militant de base en restera à des formules générales qu'il répétera dix fois, qu'il schématisera, jusqu'au jour où, lassé, il ira chercher auprès de son dirigeant une autre formule qu'il espérera, cette fois, être magique. La même situation se reproduit entre le cercle restreint des dirigeants et celui des militants.

Les analyses qui fondent les mots d'ordre ne sont pas comprises ; très souvent le militant ne retient que la conclusion, sans pouvoir effectuer les démarches qui y conduisent : ses possibilités de critique pertinente et constructive s'en ressentent ; il en est réduit, ignorant la problématique initiale, à n'utiliser comme système de référence que la situation dans son amphithéâtre et l'efficacité immédiate des slogans ou formes de sensibilisation qu'on lui propose. S'ils échouent, il les condamne sans appel.

Le « dirigeant » se voit renvoyer le produit de sa démarche théorique : coupé des actes qui l'ont constitué, c'est un monstre ou un produit falsifié. Le choix se réduit au volontarisme paranoïaque ou à la soumission aux exigences inertes et simplistes qui reviennent d'en bas, le dirigeant doit accepter de se « négrier » pour se mettre au service d'un

appareil qui secrète à sa place ses impératifs, ses valeurs et ses analyses, ou, quand il peut l'imposer, de continuer à délirer tout seul. Parfois les « retours à la réalité » sont brutaux : on exige sa démission. Et sans doute, il n'est pas mauvais qu'un dirigeant syndical soit constamment à la merci des critiques de ses militants, ou même de leurs révoltes. Les « liquidations » sont souvent oeuvre de salubrité publique, même si elles ne comportent pas la positivité qui devrait fonder toute critique.

Et l'U.N.E.F. a au moins cet avantage qu'on n'y peut pas supporter impunément le poids d'erreurs politiques et des critiques qui s'ensuivent — comme c'est le cas dans bien d'autres organisations. Pourtant « le retour du bâton », s'il a un pouvoir destructeur sans égal, ne fait pas une politique. Le militant qui critique son dirigeant forge une arme à double tranchant : il détruit des mythes et il donne à ses camarades les instruments qui leur permettront de les descendre ultérieurement. Il perpétue donc ainsi la force de contestation interne du syndicat, mais il ne trouve pas nécessairement une solution alternative aux problèmes qu'il a soulevés. S'il part du constat d'échec des recettes employées, sans avoir trouvé la problématique dont elles étaient nées, il risque fort de retrouver les mêmes difficultés que son prédécesseur.

On est alors tenté d'avoir recours aux solutions magiques : les étudiants résistent aux syndicalistes, qu'on leur donne des responsabilités, qu'on leur offre le pouvoir de décision. Le résultat ne se fait pas attendre : ils ne le prennent pas. Décider ? Oui, mais quoi ? J'en ai connu qui refusaient de prendre des responsabilités de peur de « s'intégrer » à la bureaucratie, évoquant Trotski, quelquefois Kant : ils étaient de mauvaise foi comme tous les idéalistes. Mains propres, mais pas de mains. Pourtant, leur attitude traduisait un certain malaise. On ne vainc pas la passivité sans que les problèmes qu'on pose et les démarches qu'on accomplit soient reconnus comme leurs par les étudiants, sous leur forme heuristique et problématique même.

Les résistances, on ne les réduit pas en transférant à tous un pouvoir dont ils ne savent que faire, mais en les analysant avec ceux qui les supportent, en discutant avec eux des rapports entre les objectifs qu'on formule et les besoins qu'ils ressentent.

QUEL SYNDICAT ?

Notre mouvement n'a pas toujours été un syndicat et sans doute, d'ailleurs, ne le sera-t-il jamais tout à fait. Mais nous pouvons du moins définir des options qui donnent à nos revendications et à nos actions une forme syndicale. Ainsi la mise en avant de la revendication sur l'allocation d'études et sur la transformation de l'institution universitaire comme prioritaire par rapport à des actions, par exemple,

sur le logement ou les restaurants U, c'est un choix sur la nature de notre mouvement. Par là nous refusons de nous considérer plus longtemps comme un mouvement de jeunesse ou comme un groupe de pression, nous montrons notre volonté de fonder notre action sur la situation de travail et le statut socio-économique de l'étudiant. Dans la définition et l'orientation de notre mouvement comme syndicat, nous rencontrons les deux ordres de difficultés évoqués plus haut. En ce qui concerne le premier, nous savons déjà qu'il ne peut être définitivement surmonté : la stratégie du syndicat étudiant ne peut se développer complètement que dans son insertion au sein des autres syndicats et des partis politiques. L'U.N.E.F. ne développera jamais qu'une action inachevée, tant que d'autres forces politiques ne seront pas en mesure d'en reprendre à leur compte les prolongements et certaines implications politiques. Cette dépendance essentielle ne signifie pas que nous ne puissions avoir une action autonome, mais il faut être conscient des limites objectives qui sont les nôtres et que nous rencontrerons de toute façon un jour ou l'autre dans le déroulement de notre action.

Dans l'immédiat, du moins, il est certain que les revendications de l'U.N.E.F. posent un problème aux organisations politiques et syndicales autres qu'étudiantes et que c'est un des rôles essentiels du mouvement que de maintenir cette interrogation et ces exigences.

Le second ordre de difficultés est celui que j'évoquais plus haut et qui, lui, n'est pas inscrit dans la nature de notre mouvement. L'absence de participation de la grande masse aux activités militantes du syndicat constitue une menace permanente de bureaucratisation pour la minorité de responsables et de dirigeants. On sait que la bureaucratisation stérilise la discussion et la réflexion, qu'elle conduit au délire paranoïaque ou à l'empirisme opportuniste et résigné. Il est vrai que certains, au sein du mouvement, produits d'une autre époque aujourd'hui révolue et incapables de s'adapter à la situation actuelle, ont tenté, tentent encore peut-être, de mettre un frein à la contestation permanente que le syndicat fait de lui-même. Il est vrai aussi que bien souvent les initiatives des nouveaux venus pour « débureaucratiser » sont brouillonnes et maladroitement ; mais le redressement de certaines erreurs et le soutien actif aux initiatives démocratiques au sein du mouvement doivent venir également de ce qu'on appelle « la base ».

Les grands discours sur la participation ne sont souvent qu'un moyen qu'on se donne pour masquer les problèmes et qui satisfait l'inertie de ceux qui les écoutent. Les étudiants, les nouvelles générations qui apportent aujourd'hui à l'Université une expérience différente de celle qu'ont connue les étudiants des trois ou quatre dernières années, doivent être en mesure de discuter et d'analyser avec les responsables syndicaux actuels la perception qu'ils ont des problèmes que ceux-ci

leur présentent comme étant les leurs, la nature des résistances qu'ils rencontrent ?

« Cassez vos chaînes » disait Sartre à l'adresse des jeunes lecteurs auxquels il dédiait la préface du livre de Nizan, « Aden Arable ». Ces chaînes sont moins sensibles que certains ont pu le croire autrefois, elles n'en rendent que mieux esclaves, parce qu'elles font également appel à l'ignorance et à la secrète résignation de ceux à qui on les impose. On peut voir par les articles de ce journal et par quelques mois de pratique syndicale, tous

les dangers et toutes les tentations qui menacent actuellement la population de l'Université. C'est à ceux qui sont concernés par ces questions — à tous les étudiants — d'en saisir exactement la nature en même temps que de discuter le mode d'intervention syndicale sur ces problèmes, pour militer ensuite. Nous ne pouvons être plus longtemps des dupes ou des complices.

Bernard BESNIER.

21 - 27 N° 9 – Novembre 1964
Pages 14 à 16